

**The State of the Union 2017: 'Building a People's Europe'**

"Avec une vue sur l'extérieur" : Discours du Président Juncker, à l'occasion de The State of the Union conference, le 5 mai 2017, Florence. *Seul le texte prononcé fait foi.*



Caro Antonio, Cari amici, Monsieur le Ministre, Monsieur le Maire, Monsieur le Président de l'Institut,

I always have the same problem: I am always hesitating between two or three languages – leaving aside Luxembourgish because there are only few people able to speak and to understand Luxembourgish. I am hesitating between English and French, but I made my choice: I will express myself in French, because slowly but surely English is losing importance in Europe [laughter in the room]. And also because the French will have elections next Sunday, and I would like them to understand what I am saying about Europe and about nations.

Mais avant de faire ça, je dois vous dire que je dois écouter le discours qu'on m'avait préparé, un long discours magistral qui malheureusement ne trouve plus sa place dans l'agenda d'aujourd'hui puisque les

amis italiens qui m'ont précédé à ce micro évidemment ont pris sur mon temps de parole; et donc je ne peux pas faire un discours magistral, mais je vous propose une petite causerie sur l'Europe.

D'abord je voudrais dire combien je suis heureux d'être de retour à Florence, ce haut lieu de la culture européenne, cette ville lumineuse, ensoleillée qui fait rêver tous les Européens et qui facilite la méditation sur des choses essentielles de la vie et du monde. Et puis, je suis heureux d'être de retour en Italie, à laquelle l'Europe doit tant et à laquelle je dois beaucoup, parce que dans le Sud profond du Luxembourg j'ai grandi avec les enfants des immigrés italiens. J'y habitais avec mes parents, dans la même maison. Donc j'aime l'Italie parce que j'aime les Italiens.

Et je suis heureux d'être de retour à l'Institut, dont la réputation n'est plus à faire et qui, par ses multiples travaux, par son rayonnement, par le sérieux de la recherche qui est ici entamée chaque jour à nouveau, nous aide à mieux comprendre. A mieux comprendre l'Italie, ce qui n'est pas toujours chose facile; à mieux comprendre l'Europe et son fonctionnement, ce qui relève de l'impossible. Mais le Président, les profs, les étudiants qui se donnent rendez-vous dans cette si belle ville nous aident à nous montrer à la hauteur des devoirs et des défis qui nous sont lancés.

Ce qui me rend triste à chaque fois que l'on parle de l'Europe – sauf si le Président du Parlement le fait avec l'enthousiasme qui le caractérise –, ce qui me rend triste, c'est qu'on ne parle jamais des succès de l'Europe. On parle des défauts, des faiblesses, des erreurs, mais on ne parle jamais des succès de l'Europe, alors que les succès de l'Europe sont impressionnants et nombreux. Les seuls qui ne savent pas apprécier les succès de l'Europe sont en fait les Européens. Le plus vous vous éloignez de l'Europe, le plus grand est l'enthousiasme qui déferle dans les salles et dans les cœurs de ceux qui vous écoutent. Et je suis toujours triste lorsque je dois revenir à Bruxelles, dans cette lacrimarum valle [vallée des larmes], où tout est vilipendé, critiqué, détruit, décomposé, alors qu'à travers la planète les hommes et les femmes admirent l'Europe.

Il faut l'admirer, parce que l'Europe a su faire la paix sur un continent martyrisé, torturé, sanglant, malheureux. Que les Européens aient été à même d'organiser entre eux la paix est une des performances les plus remarquables de l'histoire du monde; et nous le devons non pas à notre génération, mais à la génération de nos pères et grands-pères. Nous devons aux générations de guerre un grand merci parce que, revenues des camps de concentration et des champs de bataille, elles ont transformé cette éternelle prière d'après-guerre "Plus jamais la guerre !" en un programme politique qui jusqu'à ce jour sort ses effets bénéfiques.

L'Europe a su réconcilier après tant d'années de division – suite à ce funeste décret d'après-guerre qui voulait que l'Europe soit à tout jamais divisée – l'Europe a réussi à réconcilier son histoire et sa géographie en s'élargissant vers les pays de l'Europe centrale et de l'Europe orientale. Élargissement qui, contrairement à ce que disent certains, ne fut pas une erreur, ne fut pas prématuré et précipité; c'était le devoir de l'histoire que de comprendre ce qui est en train de se passer. L'Europe devait attraper le manteau de Dieu qui traversait l'histoire au début des années 90; nous l'avons fait et nous devons être contents de ce que nous avons su réaliser. Concilier histoire et géographie, réunifier l'Europe pour la première fois dans l'histoire continentale par des moyens pacifiques, voilà la grande performance des années 90.

Tout comme la mise en place du plus grand marché intérieur est une véritable réussite, une histoire à succès, là encore, multiples.

Et nous avons su doter l'Europe de la monnaie unique, de l'euro, alors que personne nous pensait capables de le faire; nous l'avons fait au prix de très nombreux efforts. Et l'euro est devenu la deuxième monnaie mondiale. L'euro, aujourd'hui comme hier, protège l'Europe contre les chocs extérieurs – n'entraîne pas les chocs internes, mais nous protège contre les chocs qui viennent de l'extérieur. Imaginez une seule seconde que nous n'aurions pas eu l'euro au moment de la guerre d'Iraq, au moment des attentats à Washington et à New York, au moment des événements qui se sont passés en Afghanistan, au moment de la crise économique et financière qui nous venait de loin et que nous devons maîtriser par nos seuls efforts. L'euro nous a protégés, parce que si nous avons dû laisser au seul soin des gouvernements nationaux et des banques centrales nationales la maîtrise de la crise, jamais nous n'aurions été à même de le faire.

Nous vivons, cette Commission, le Parlement, un moment de polycrise; les unes s'ajoutant aux autres. Parfois on a l'impression d'avoir su formuler une réponse à une crise particulière que déjà les crises qui vont suivre se pointent à l'horizon. Nous avons pensé que l'économie de l'Europe irait mieux. Elle va mieux. La croissance est revenue; elle manque de couleur, elle est faible, mais elle est de retour – et ce dans tous les pays de la zone euro et de l'Union européenne. Le chômage baisse; jamais dans l'histoire de l'Europe le taux d'emploi était aussi élevé qu'il ne l'est maintenant. La croissance économique européenne est le double de la croissance économique des Etats-Unis, donc nous étions plutôt rassurés sur l'avenir immédiat.

Voilà que nos amis britanniques décident de quitter l'Union européenne. C'est une tragédie. Je ne voudrais pas qu'on sous-estime la véritable importance et la véritable dimension de cette décision souveraine du peuple britannique. Ce n'est pas une petite chose. Mais nous devons – et nous allons – négocier en toute fairness avec nos amis britanniques. Mais je voudrais rappeler ici, pour que le doute ne s'installe pas dans les esprits, que ce n'est pas l'Union européenne qui quitte le Royaume-Uni. C'est le Royaume-Uni qui quitte l'Union européenne, et cette différence de statut va et doit se faire sentir au cours des années à venir, mais je laisserai aux soins de mon ami Michel Barnier de vous expliquer en détail tous les méandres de cette négociation qui se dessine devant nous.

Il faut voir les véritables faiblesses de l'Europe, qui expliquent, mais en partie seulement, les résultats du référendum britannique. Il faut voir les autres faiblesses qui sont objectives et que nous ne regardons jamais de près parce que nous avons peur des vérités qui s'installeront dans nos paysages. L'Europe, comme tous les continents et comme tous les pays, comme toutes les nations, doit comprendre que toute politique est le résultat de l'intersection entre la géographie et la démographie. L'Europe est le continent le plus petit. Le territoire de l'Union européenne s'étend sur 5 millions de kilomètres carrés. La Russie voisine, que nous regardons parfois avec un dédain et qui ne trouve pas de justification: 17,5 millions de kilomètres carrés. Nous avons de grands voisins et nous avons de grands voisins qui ont de grands problèmes. Et nous pensons, nous Européens, que nous sommes les maîtres du monde, alors que le monde multipolaire n'a aucunement besoin de maîtres – il a besoin d'acteurs qui se mettent au service du globe entier. Donc nous sommes le continent le plus petit, le plus exigü, devrais-je dire. Nous perdons en

pouvoir et influence économique. Aujourd'hui, roughly, nous représentons un quart du produit intérieur brut global. D'ici dix années ce sera 15. Donc continent le plus petit, économie proportionnellement décroissante et démographie défailante. Au début du 20ème siècle, les Européennes représentaient 25% de la population mondiale. A la fin de ce siècle et sur dix milliards d'hommes et de femmes, les Européens représenteront 4% de la population mondiale. Ceux qui croient que ces éléments-là, que nous n'allons pas pouvoir changer, nous donneraient l'autorisation de nous rediviser en catégories nationales au lieu de nous unir pour pouvoir peser dans le monde de demain se trompent lourdement. L'heure n'est pas aux petits ensembles; l'heure est à la grande construction.

Nous devons éviter au cours des années à venir les erreurs de parcours, certaines erreurs du passé. L'Europe, l'Union européenne – ne confondons d'ailleurs pas l'Europe avec l'Union européenne –, l'Europe au sens "Union européenne" du terme sur beaucoup d'aspects a fait trop, notamment la Commission: trop de réglementation, trop d'interférence dans le quotidien de nos concitoyens. Nous avons essayé de changer cela, parce que la Commission que j'ai l'honneur de présider a retiré de la table du colégislateur 100 propositions des Commissions précédentes et nous en proposons 23 par année, alors qu'auparavant la Commission proposait 130 nouvelles initiatives par année.

Parfois, tout en nous y invitant, on s'en plaint – je connais, non pas Antonio, mais d'autres parlementaires européens qui se plaignent du fait que la Commission produit insuffisamment de législation. Non, nous produisons – nous essayons de produire – une meilleure législation, de nous concentrer sur l'essentiel: le climat, l'Europe numérique, grand enjeu où nous accumulons des retards qui va, en termes de valeur ajoutée annuelle, apporter à l'Europe 450 milliards d'euros par année qui vont être à la base de la création de centaines de milliers de nouveaux emplois.

Nous nous concentrons sur le commerce extérieur – si maudit – parce que 30 millions d'emplois dépendent directement de l'exportation vers les autres parties du monde. Chaque milliard d'euros en plus en termes d'exportations signifie 14 000 emplois. Nous nous concentrons sur l'investissement. Ensemble avec mon ami Werner Hoyer, le Président de la Banque européenne d'investissement, que je salue à la fois amicalement et respectueusement, nous avons lancé le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Vous vous rappelez, ça s'appelait le Plan Juncker au début, parce que ceux qui pensaient que ce serait un échec total voulaient pré-identifier celui qui serait coupable et responsable de cet échec. Maintenant que ça marche, ça s'appelle EFSI – Fonds européen pour les investissements stratégiques – mais c'est le même. Nous l'avons doublé: jusqu'à ce jour, 185 milliards d'investissements ont été mobilisés grâce aux moyens du Fonds d'investissement. Nous avons augmenté le volume à 630 milliards, dont 500 milliards seront mobilisés d'ici 2020; et je vous rendrai attentifs au fait que ce ne sont pas seulement les grandes firmes, les grandes entreprises, les multinationales qui en bénéficient: rien qu'en Italie, il y a 450 000 petites et moyennes entreprises qui en tirent un bénéfice quotidien. Et donc nous devons poursuivre sur cette voie.

J'ai dit que l'Europe parfois fait trop; très souvent elle ne fait pas assez. Le Plan d'investissement est une réponse à la crise de l'investissement que nous avons héritée de la grande crise économique et financière, mais nous ne faisons pas assez dans d'autres domaines, notamment en matière de défense. Moi, je ne suis pas un spécialiste de la chose militaire. L'armée luxembourgeoise a 771 soldats, ministre

de la Défense compris; par conséquent, je n'ai jamais eu l'occasion de devenir un véritable chef de guerre – et je n'ai pas l'ambition de le devenir. Mais je voudrais que l'Europe se défende mieux. Vous savez, nous dépensons la moitié, en Europe, du budget américain de la défense, donc nous devrions au moins être à 50% aussi efficaces que les Américains. Or, l'efficacité de l'effort de défense européenne est de 15%. Il y a en Europe 178 types d'armement. Aux Etats-Unis, 30. 80% des investissements militaires et de défense européens sont faits sur un plan strictement national, alors que si nous synergisions les marchés publics en matière de matériel de défense nous pourrions économiser entre 15 et 100 milliards d'euros par année, et donc les utiliser pour accroître l'efficacité de nos systèmes de défense. La Commission a fait des propositions y afférentes et je voudrais que les autres institutions commencent à travailler énergiquement sur ces questions, ce que le Parlement européen d'ailleurs est en train de faire – et le Conseil, comme toujours, avance à pas de sénateur et à pas hésitants; mais il faudra qu'on se dépêche. L'Europe de la défense peut améliorer son statut. Je ne plaide pas ici la cause de l'armée européenne. Je suis pour, mais ça ne fait pas de sens que de dire aujourd'hui "Voilà, il faut se lancer vers la mise en place d'une armée européenne". Cela ne se passera pas au cours des décennies à venir.

Donc: faire plus en matière d'Europe de la défense, faire plus pour l'Europe numérique, qui nous donne une place dans le groupe de pilotage des choses nouvelles et des choses à venir. Et il faut faire plus en matière d'Europe sociale. Nous avons une dimension sociale en Europe qui ne mérite pas le nom. Une grande partie des explications qu'il convient d'apporter à la désaffectation des Européens par rapport à l'Union européenne est due au fait que la dimension sociale est sous-développée. Raison pour laquelle la Commission vient de lancer une proposition sur la mise en place d'un socle des droits sociaux minimaux, raison pour laquelle en Suède, le 17 novembre à Göteborg, nous allons, ensemble avec le gouvernement suédois – dont je salue ici la présence de la ministre des Affaires européennes –, organiser un grand événement autour de ce meilleur ameublement de la dimension sociale. Et je voudrais que tous – au moins ceux qui veulent – puissent y participer.

Je ne vous ai pas entretenus du Livre blanc et des cinq scénarios que la Commission a proposés. Je ne le ferai pas, parce que je fais une causerie et non pas un discours. Mais je voudrais que vous sachiez que ce ne fut pas un acte de courage du Président de la Commission que de proposer cinq scénarii; en fait j'aurais dû en proposer un seul. Nous avons proposé cinq scénarios parce que nous ne voulions pas procéder de la façon dont on procéda toujours à Bruxelles et en Europe: décréter, dicter, dire "Voilà, à prendre ou à laisser". Ce n'est plus la bonne méthode. Et je voudrais que partout en Europe, y compris à l'Institut, on puisse discuter, comparer, évaluer, reproposez, résumer, sectionner les différents scénarios pour trouver celui qui conviendra le mieux à l'Europe, c'est-à-dire aucun des cinq qui sont mentionnés dans le Livre blanc, parce qu'il s'agit de chercher les intersections entre les unes et les autres des réalités possibles et souhaitables. Il y en a une que j'exclus: c'est celle qui voudrait réduire l'Europe à l'état de simple grand marché intérieur sans ambition aucune. L'Europe est plus qu'une zone de libre-échange de niveau élevé. Certains le veulent – ils s'apprêtent d'ailleurs à quitter l'Union européenne –, d'autres se l'imaginent parce que moins compliqué et demandant moins d'efforts. Mais l'Europe est plus que l'argent, plus que le marché. L'Europe n'est pas seulement un marché. Il faut le comprendre. Si on ne le comprend pas, on va non seulement perdre le marché, mais on va perdre l'élan continental qui permet à ce marché intérieur de prospérer et de progresser.

Nous faisons trop et souvent pas assez. Il n'y a pas suffisamment de solidarité en Europe. Le grand absent européen, c'est la solidarité. A qui le dis-je ? En Italie, et je l'ai dit dans cette ville même, en faisant campagne en 2014 avec le résultat que vous connaissez. L'Italie, dès le premier jour de la crise migratoire, fait tout ce qu'elle peut faire. L'Italie en fait, faute de présence suffisante de l'Europe, a sauvé et sauve jusqu'à ce jour l'honneur de l'Europe. Et donc nous devons être plus solidaires avec l'Italie et avec la Grèce, qui ne sont pas responsables de la configuration géographique de l'Europe. Elles sont là, la Grèce et l'Italie, où elles se trouvent. La Commission a fait des propositions en avril 2015, même avant, une proposition de solidarité, une proposition de solidarisation avec ceux qui ne peuvent pas être laissés seuls avec les conséquences du flux migratoire. Le Conseil a pris une décision à majorité qualifiée; les Traités sont là pour rendre possible ceci. Il y a un certain nombre d'Etats membres qui ne respectent pas la décision. Si l'Europe commence à ne plus respecter la norme juridique qu'elle s'est donnée, suivant les règles du Traité, nous irons vers notre perte. Et je voudrais qu'un certain nombre d'Etats membres se ressaisissent. Il s'agit ici de mettre en pratique et de traduire en droit l'idée qu'on se fait de l'Europe et l'idée qu'on se fait de l'homme. Donc ce n'est pas une mince affaire. Et je voudrais vraiment que ceux qui pensent pouvoir dire "C'est votre problème; nous, on n'accepte pas sur notre territoire des hommes et de femmes de couleur; nous, on n'accepte pas ceux qui ne sont pas catholiques" se trompent lourdement sur la nature exacte de l'Europe.

Tout ceci, mes chers amis, n'est pas une raison pour désespérer. En Europe, puisqu'on fait de grandes choses, on essaie de faire de grandes choses, il faut beaucoup de patience et beaucoup de détermination, de cette patience et de cette détermination dont ont besoin les grandes ambitions et les grands trajets.

Vive Florence! Viva l'Italia! Viva l'Europa!